

L'hégémonie par le désordre

Alain Joxe et Alberto Santos

Volume 7, numéro 1, 1983

Guerres et stratégies

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006111ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006111ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

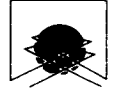
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Joxe, A. & Santos, A. (1983). L'hégémonie par le désordre. *Anthropologie et Sociétés*, 7(1), 39–70. <https://doi.org/10.7202/006111ar>

L'HÉGÉMONIE PAR LE DÉSORDRE



Alain Joxe et Alberto Santos
Groupe de Sociologie de la Défense
E.H.E.S.S.
Paris

Nous proposons cette réflexion comme sociologues des relations internationales et des problèmes de défense du monde contemporain, ayant rencontré dans des écrits récents ou des conversations avec des historiens et des anthropologues, un certain nombre de questions sans réponses, voire de réponses sans questions. Ces questions sont essentiellement les suivantes :

- a) Quel rapport existe-t-il entre la *dispersion du port d'armes*, sur des milices volontaires recrutant jusqu'aux couches inférieures de la société, et le binôme : *décomposition de la souveraineté/recomposition de l'État* ?
- b) Quelle est la nature de la relation existante entre la dispersion du port d'armes et la genèse, au sein d'une formation sociale, d'une capacité ultérieure d'expansion économique liée à une capacité d'expansion militaire ?

Autrement dit, la dispersion du port d'armes influe-t-elle dans la capacité d'un État à prendre le commandement d'un système international et d'un Empire ?

Pour illustrer nos questions, nous avons voulu choisir trois périodes critiques de l'Histoire, à savoir :

- 1- La période de la deuxième guerre punique, plus précisément les quinze années qui vont de la défaite romaine du Lac Trasimène (217) à la victoire romaine de Zama (202) sur Hannibal.
- 2- La période des XI^{ème} et XII^{ème} siècles de la France féodale.
- 3- La période de l'Angleterre élisabéthaine (XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles).

Empiriquement, on peut noter la dimension de trois caractères fondamentaux durant ces trois périodes de trajectoires historiques différentes qui sont en elles-mêmes de véritables laboratoires de réflexion pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la défense :

- 1- L'existence de formes très nettes de dispersion accrue du port d'armes sur des levées plus ou moins tumultueuses, conduisant à des *opérations militaires diffuses* ou généralisées;
- 2- L'existence d'une *menace* externe ou interne caractérisée conduisant à la peur et à un resserrement de la conscience politique populaire autour de certaines élites;
- 3- Une recomposition globale de la classe hégémonique ou plutôt du système de classes légitimes avec un changement d'échelle stratégique dans les représentations géopolitiques du pouvoir, répandues dans toutes les couches de la société.

Ces trois périodes ont été choisies pour que leurs différences, se complétant, permettent d'étudier le rapport entre menaces externes et menaces internes, menace opérationnellement centralisée et menace opérationnellement diffuse, différents degrés de décomposition de l'État jusqu'à son évanouissement sous l'influence de la dispersion du port d'armes, différents degrés de disparition ou de reconditionnement des classes dominantes. Une classe reste-t-elle « la même » en passant à un système de domination nouveau ? Peut-on définir la gestion habile d'un tel passage comme prouvant le maintien d'une même classe sociale au pouvoir ? Ou encore, le concept de classe lui-même cesse-t-il d'être pertinent pour établir l'enchaînement des causalités, non qu'il n'y ait pas lieu de distinguer des classes, même au sens marxiste dans des périodes anciennes, mais du fait que le type de processus décrit est précisément celui de leur *production* à partir d'un remaniement du système social entier et non celui de leur reproduction dans la lutte ?

Enfin, ces trois moments devaient être choisis à des tournants importants de l'histoire de l'esclavagisme, du féodalisme et du capitalisme, pour tester éventuellement la pertinence de différents courants de pensée marxiste attachés aux concepts de modes de production.

Les stéréotypes de Marx sur les « mécanismes purement économiques » seront au passage mis à mal, notamment dans la dernière partie du tryptique sur les origines militaires de l'accumulation primitive du capitalisme anglais, et par conséquent du capitalisme tout court.

Notre choix n'est pas réductible à l'idée plus simple de prendre un exemple dans l'Antiquité, un exemple au Moyen-Age et un exemple dans l'histoire moderne mais nous avons voulu examiner surtout les variations d'un

système de causalités socio-militaires dans un contexte économique non bouleversé par le machinisme scientifique.

Nous avons voulu aussi nous placer dans un ensemble international déjà suffisamment avancé du point de vue de son extension spatiale et de sa tradition étatique pour que le problème de l'Empire universel soit posé, comme objectif stratégique, par plusieurs centres politiques concurrents.

Nous tentons de définir, dans ces trois périodes, certains éléments comparables par l'utilisation de quelques concepts propres à une sociologie transhistorique de la Défense.

Le mot *milice* n'est pas pris, ici, dans le sens d'un système stabilisé de recrutement, d'incorporation et de commandement, mais au sens de passage obligé, *momentum* instable de production dynamique d'une nouvelle formation sociale. La lutte à mort, les opérations militaires, la déstructuration des solidarités traditionnelles sont les principaux aspects de ce passage obligé, et le rapport de ce moment militaire avec l'étage des déterminations économiques (production-consommation) au sein d'un système de causalité complexe est à définir.

Nous entendons vérifier à chaque tournant du moment historique étudié, la qualité de l'*assiette de recrutement* (externe ? classiste ? locale ? globale ?), le principe d'*incorporation* légitime dans des unités combattantes (allégeance personnelle, obéissance à la loi, adhésion à une représentation religieuse), enfin, l'origine socio-politique du *commandement* (classiste, professionnel; local, central). Recrutement, incorporation, commandement, sont en effet trois niveaux distincts de la genèse d'une armée quelle qu'elle soit. Enfin, la qualité du service militaire rendu peut être appréciée par un couple d'opposition (volontaire/obligatoire; gratuit/mercenaire). Le service des milices tumultueuses lui-même, n'échappe nullement à ces variations.

Nous ne cherchons pas à constituer les bases de ce « questionnaire » en une typologie porteuse de théorie, car l'objet de cette recherche est bien plus une sociologie du tumulte qu'une sociologie des milices.

▣ La deuxième guerre punique ou la maîtrise du tumulte

Les Romains se sont émerveillés eux-mêmes, jusqu'au moment de l'effondrement de l'empire d'Occident, de leur capacité de croissance, ce passage du statut de bourgade à celui de tête d'empire universel, sans qu'une solution de continuité apparaisse dans la reproduction de leur classe dominante. Et en effet, alors que les classes dominées ont été, elles, complètement détruites et reconditionnées dans ce changement d'échelle, avec l'agrégation des formations sociales voisines puis lointaines, c'est seulement la définition de la domination qu'exerce la noblesse romaine qui change.

Au cours de la 2^e guerre punique, l'aristocratie romaine est parvenue à gérer cette mutation non par une bonne gestion de la bataille, mais par une bonne gestion du « tumulte » (c'est-à-dire de la levée en masse) et par un contrôle logistique de la mer. Le contrôle social qu'elle maintint à travers ces deux niveaux d'action lui permit de perdre toutes les batailles sauf les dernières, et d'ouvrir immédiatement la victoire militaire sur l'exploitation politique et stratégique d'un espace plus vaste.

La question posée à cette période est : que se passe-t-il dans une formation « gonflante » comme Rome, quand elle conserve la même classe dominante à travers un processus de changement d'échelle géo-politique considérable ?

La question n'est donc pas celle de la « victoire » mais celle de la bonne gestion du tumulte, de l'extension du port d'armes qui permet le maintien et l'extension de l'hégémonie d'une classe sociale dominante sur d'autres formations sociales, de cette hégémonie dans et par le désordre.

◆ **Le non-verrouillage du port d'armes à Rome avant les guerres puniques**

Ce qui permet cette extension, dans le cas de Rome, qu'on peut sur ce point opposer clairement à Sparte, c'est la mobilité et la perméabilité des limites institutionnelles entre classes sociales à l'intérieur et entre classes dominantes de cités distinctes, à l'extérieur. À Rome, aucun risque d'*oligarchie* spartiate. Cette perméabilité générale est assurée :

- 1- Par la coutume récurrente de l'« isotimie » (pour employer un terme grec), c'est-à-dire la cooptation dans l'aristocratie du vainqueur de l'aristocratie du vaincu. Commencée avec les Sabins sous les rois légendaires, cette coutume ne s'est jamais démentie et constitue une base de recrutement du Sénat.
- 2- Par l'effacement progressif des limites entre Patriciens et Plébéiens (le contraire du mur séparant les Spartiates des Hilotes) à la suite de la sécession de la Plèbe de 493, guerre civile suspendue par l'institution des Tribuns de la Plèbe et par l'accès progressif de la Plèbe vers la pleine citoyenneté (notamment la fin de l'esclavage pour dettes).

Mais cette « isotimie sociale » du point 2 n'aboutit pas à une démocratie « one man, one vote » comme à Athènes, elle est compensée par l'incapacité de vote *de facto* des centuries les plus pauvres, et ensuite par l'extension géographique de la citoyenneté romaine qui rend la démocratie directe plus illusoire encore qu'à Athènes. L'augmentation du nombre des citoyens a lieu sous surveillance de la censure, toujours patricienne, et on compte jusqu'à 350 000 citoyens dans 35 tribus en 241. Le système romain de déverrouillage du port d'armes a ainsi créé constamment plus d'obligations

militaires que de droits civils. Cette formidable machine à former des soldats-citoyens sous hégémonie noble n'a pas d'équivalent dans d'autres cités antiques.

L'originalité de l'aristocratie romaine, c'est qu'elle a su maintenir aussi son hégémonie en compensant la démocratisation par le perfectionnement de la discipline militaire à la guerre. L'ordre de la bataille doit toujours être considéré comme un instrument politique. Il a varié surtout avec les guerres samnites, entre 343 et 290 et la guerre gauloise de 225. En 340, on rangeait encore les pauvres, armés à la légère en première ligne et les riches-hoplites lourds — à l'arrière —. Dès 272, les jeunes sont en avant et les vieux à l'arrière, l'armement étant pris en charge par l'État. La mise au point de la tactique manipulaire contre les montagnards a multiplié les encadrements de l'échelle d'une compagnie. Ces deux réformes ont pour retombés de créer des solidarités transclassistes dans les rangs et plus encore dans les unités combattantes de base, donc des instruments nouveaux d'hégémonie au niveau de l'incorporation et du commandement.

Cependant, les succès qui suivent la première guerre punique (conquête de la Sicile, 241; de la Sardaigne et de la Corse, 237; première guerre d'Illyrie, 230-229; guerre contre les Gaulois cisalpins (238-225) mettent un terme au sentiment d'insécurité qui dominait face aux Gaulois. Il s'ensuit une « discorde » croissante. La paysannerie moyenne, consciente de la force, demande avec une vigueur nouvelle le lotissement de l'Ager Publicus et le parti populaire remporte des succès, avec le partage du Picenum, qui entraînent Rome vers un régime d'esclavagisme populaire de module « athénien » : sans doute une impasse et un freinage de « l'esclavagisme en grand » qui commence à émerger, comme mode d'exploitation de l'aristocratie romaine.

L'invasion d'Hannibal recrée la peur. L'invasion extérieure puis la menace immédiate de sa présence en Italie pendant 15 ans permettront à la noblesse, en quelque sorte, de reprendre la main.

Pendant la période critique qui s'étend de la défaite du lac Trasimène en 217 à la victoire finale de Zama en 202, toute une série de questions intimement liées viennent se poser au sociologue.

Comment une cité peut-elle gérer le gonflement considérable de sa population et, en atténuant les conflits internes sous la menace externe, parvient-elle à créer les conditions pour des entreprises expansionnistes ?

Comment l'aristocratie vit-elle, pendant toute une période, un projet pour l'« après-Hannibal » ? Quel statut accorder au monopole de la pensée stratégique par une aristocratie dans un système politique ?

La réponse à ces questions suppose que nous analysions comment Rome a pu faire face à Hannibal sur quatre dimensions militaires qui sont aussi des dimensions socio-politiques :

- a) Le maintien de l'ordre hégémonique dans la ville de Rome
- b) Le maintien de l'hégémonie romaine en Italie, face à l'ennemi
- c) L'innovation dans les assiettes de recrutement et de commandement
- d) L'élaboration de choix stratégiques à une nouvelle échelle géopolitique.

Ces quatre lieux de renouvellement se conjuguent pour faire de la 2ème guerre punique un creuset d'où tout sortira refondu.

a) *Maîtrise de Rome*

Rome atteint 150 000 habitants à la veille de la Deuxième Guerre Punique. L'origine de l'afflux des paysans prolétarisés vers les tribus urbaines, c'est la chute du cours local du blé sous l'effet des tributs en nature venus des premières provinces, notamment de Sicile. C'est le succès guerrier de Rome qui fut cause de blé gratuit. D'où l'extension de la vigne et de l'olivier, plus rentables mais exigeant des concentrations et des investissements à la portée des seuls nobles.

L'exode rural conduit à une insécurité intra-muros que l'aristocratie compense par le théâtre et les jeux du cirque qui se développent alors, plus que par la participation aux comices tributes où les pauvres ne votent presque jamais. Lieux d'un vrai système de communication de masse, ces spectacles transforment la population concentrée et oisive en une sorte d'intellectuel collectif. Au cours de la deuxième guerre punique, cette masse s'éduque et produit une nouvelle représentation du monde sous le bombardement d'informations dramatiques qui se font parfois au cours des jeux. La nouvelle, par exemple, de l'arrivée du blé de Sicile ou de telle défaite proche ou de telle victoire lointaine transforme la plèbe romaine déplacée et assiégée, mais aussi mobilisée, en une élite politique nouvelle par le niveau des connaissances acquises sur les dimensions mondiales de l'affrontement.

Cette pédagogie-démagogie permet l'armement de toutes les couches de la population y compris les affranchis et les esclaves. La ville seule pouvait armer 80 000 hommes, fait qui fit sans doute réfléchir Hannibal quand, arrivé aux portes de Rome, il renonça à donner l'assaut : au moment de sa genèse, le système « panem et circences » est aussi producteur de soldats-citoyens à Rome même.

b) *Le maintien de l'hégémonie romaine en Italie face à l'ennemi*

La menace représentée par Hannibal était surtout militaire. Né à Carthage mais ayant vécu en Espagne dès l'âge de six ans, Hannibal est le produit du système de mercenariat conquérant mis au point par Carthage plutôt que du noyau marchand punique. Rêvant de « continuer » Alexandre vers l'ouest en gérant ce qui paraissait à l'époque la forme la plus rationnelle de l'entreprise de guerre, une armée professionnelle, Hannibal cherche la bataille décisive et n'articule pas son expédition sur d'autres soucis que le renouvellement de son corps mercenaire par la mercenarisation partielle et passagère de nouvelles peuplades et la gestion de leur état d'esprit par le respect de conventions collectives tatillonnes. L'esprit trade-unioniste des mercenaires de Carthage est une contrainte d'autant plus pesante que le souvenir de la répression des mercenaires de la première guerre punique en 241 n'est pas oublié. Mais dans ces conditions, *ce qui fait la force technico-militaire de Hannibal constitue ce qui fait sa faiblesse politique*. Pendant son séjour interminable en Italie, l'armée d'Hannibal réclame de l'argent à Carthage car elle ne devient pas le centre d'un système tributaire légitime. Elle se déplace pour exploiter de nouveaux territoires ou de nouveaux alliés après avoir lassé les Gaulois. Si le Carthaginois reste si longtemps à Capoue, qui l'accueille bien, c'est qu'il est dans la région la plus riche d'Italie et que les Campaniens ont projet de supplanter Rome dans la péninsule en utilisant ce condottiere de passage. Plus tard, son alliance avec les semi-barbares montagnards Samnites ne débouche sur aucun projet de civilisation. Contrairement à Alexandre, il n'a fondé aucune ville. Les Carthaginois sont d'ailleurs trop peu nombreux pour permettre un projet culturel homogène. Il paraît n'agir que par « haine du Romain », version antique d'un diagnostic de militarisme. Danger militaire permanent, mais ne donnant pas corps à un danger politique, ce n'est pas l'armée d'Hannibal qui représente le danger stratégique, mais l'éventualité d'une Espagne unifiée lancée contre l'Italie romaine. D'où les conduites sociales et les innovations stratégiques de l'aristocratie romaine.

c) *L'élargissement des assiettes de recrutement et le nouveau commandement*

La crise de l'armée romaine après Cannes ne tient pas seulement à l'échec militaire mais aux bouleversements apportés tout au long du III^{ème} siècle par la montée des classes paysannes moyennes jusqu'aux commandements militaires. L'aristocratie reprend alors le contrôle en une sorte de fuite en avant, la généralisation de l'incorporation légionnaire par le *tumultus*. Tout homme libre est mobilisable (on incorpore au dessous de 17 ans après Cannes) mais en outre des prisonniers de droit commun et des esclaves, promis à l'affranchissement, sont incorporés pour la première fois dans deux légions qui, en 216, verrouillent les passages vers la Campanie où Hannibal est menaçant. On répète l'expérience en 207 quand deux légions de ces *volones*

(volontaires) esclaves tiennent l'Etrurie pendant l'avance en Gaule des renforts puniques conduits par Hasdrubal. Par ailleurs, les effectifs globaux passent des quatre légions traditionnelles (deux par consul) à 18 légions en 214 et au maximum de 25 légions en 212 (soit entre 150 000 et 220 000 hommes y compris les auxiliaires, selon les estimations). Malgré les défaites incessantes et les pertes considérables (15 000 morts à Trasimène; 50 000 morts à Cannes) il surgit sans cesse des réserves entraînées non seulement du Latium mais des colonies les plus lointaines, et qui sont mobilisables au moins dans des opérations locales, ayant ainsi tous les caractères d'une *milice*. Appelées à servir au dehors du territoire de leur cité, ces milices reçoivent une solde et ces vétérans innombrables créeront une pression pour l'accès aux récompenses bien plus forte que celle qui était en œuvre à travers les succès du parti populaire d'avant la guerre. Mais cette pression ne jouera qu'après l'élargissement par la guerre de l'horizon du légionnaire, et deviendra un outil de la colonisation hors d'Italie.

Sous l'afflux des recrues surgit un nouvel encadrement et un nouveau type de commandement, basé sur la compétence militaire ou au moins sur la bravoure. Le prestige social des grandes familles ne suffit plus, en général, pas plus que la qualification par le parti populaire, mais les patriciens manœuvrent pour conserver le contrôle du prestige lié au commandement victorieux. C'est plutôt sous pression du militarisme populaire que par « nationalisme » que le Sénat coopte en 216 pour combler les pertes de Cannes, au lieu de patriciens des cités italiennes, des citoyens de Rome connus seulement pour leurs hauts faits militaires. En 213, un simple préteur est à la tête d'une armée de 22 000 hommes volontaires indisciplinés qui se font tailler en pièces en Apulie, un simple centurion commande un corps de 16 000 hommes soit l'équivalent de deux armées consulaires d'avant guerre; à partir de 207, les tribuns des quatre premières légions sont désignés par le peuple et non plus par les consuls. L'aristocratie seule prend en main la lie de la société mobilisée (les légions d'esclaves *volones* sont commandées par le consul Ti Gracchus lorsqu'elles barrent l'accès du Latium à Hannibal en 214. L'aristocratie se réserve en outre attentivement les grands commandements extérieurs, mais dans une ambiance où seuls les vrais talents militaires sont acceptables, au besoin contre la loi. Un jeune homme d'origine équestre est, pour ses dons militaires, élu illégalement propréteur par les troupes d'Espagne à la mort de Scipion. Finalement, pour mettre fin à cette anomalie dangereuse, Scipion, le futur Africain, est nommé consul pour l'Espagne, contre la loi vu son jeune âge. Il profite lui-même d'un consensus populaire très puissant, dont l'aristocratie s'arrange pour faire bénéficier un des siens.

d) *La nouvelle échelle stratégique : le temps et l'espace*

Pour contrôler le bouleversement de l'assiette du recrutement et la modification du commandement dans le sens professionnel, l'aristocratie met en

œuvre des stratégies complexes qui passent par de nouvelles options stratégiques militaires. En Italie, c'est une stratégie dans le *temps*. On laisse les troupes populaires, encadrées par leurs chefs naturels, qui ambitionnent une gloire qu'ils n'ont pas reçue de leurs aïeux, partir au massacre, par hâte de rencontrer la bataille décisive. Le Chef du parti noble, Fabius (cunctator) inaugura au contraire une stratégie de non bataille et de guerre populaire prolongée beaucoup plus proche de celle de Mao Tsé Toung que de celle d'Alexandre le Grand. Elle a pour avantage d'éviter les pertes face au talent militaire supérieur d'Hannibal et de ses « professionnels », de maintenir le moral des unités et d'autoriser la mobilisation totale dans les milices et les réserves. Mais l'outil positif de restauration de son prestige, c'est une stratégie dans l'*espace* : l'ouverture sous son contrôle de nombreux fronts offensifs hors d'Italie, où les victoires brillantes sont permises, justement parce qu'Hannibal est ailleurs. Le commandement aristocratique s'illustre sur les fronts d'Espagne, de Grèce, contre Philippe V de Macédoine allié d'Hannibal, de Sicile et de Sardaigne, et en général dans des grands commandements maritimes.

Popularité quotidienne dans la longue durée à l'intérieur de l'Italie, popularité spectaculaire dans la longue distance sur mer et dans les théâtres extérieurs, l'aristocratie manifeste sa parfaite maîtrise des deux dimensions stratégiques pures et à partir des échecs militaires du parti populaire, qui commencent avec la mort de Flaminius au lac Trasimène dès 217, elle gère l'évanouissement progressif du parti démocratique de l'entre-deux-guerres-puniques. La discipline militaire se constitue ainsi à travers victoires et défaites, en instrument direct de l'hégémonie sur la masse de la population militarisée.

*Les instruments tactiques du changement d'échelle stratégique :
le camp et la flotte*

La discipline renforcée pendant toute cette période s'applique aux contingents des colonies et aux contingents alliés, dans le cadre d'un usage archaïque typiquement romain, dont Polybe donne une description admirative : l'adoption en tous temps et en tous lieux d'un modèle stéréotypé de camp, carré comme la ville primitive, où chaque unité et chaque homme trouve automatiquement sa place et où l'organisation défensive, la garde et la logistique, est entièrement programmée. Instrument fondamental du maintien du moral et de l'état d'esprit des troupes, le camp permet au soldat de se trouver partout « chez lui » sous un conditionnement disciplinaire invariant lié topologiquement à la notion d'ordre civique. Ce en quoi la légion en son camp ressemble à un navire transportant avec soi la cité elle-même. C'est un instrument tactique d'ubiquité de la cité. Mais comme les camps légionnaires ne sont pas seulement porteurs de citoyens mais *producteurs* de citoyens, ce sont aussi des instruments agiles de l'expansion stratégique de la cité romaine.

Quant à la flotte proprement dite, déjà bien supérieure à la flotte carthaginoise à l'époque de la bataille de Cannes (220 unités contre 50) grâce à l'abondance du bois italien et à la fidélité des cités grecques alliées du pourtour et des îles de Méditerranée occidentale, elle est sans cesse renouvelée. L'opération contre l'Espagne punique, qui était préparée quand Hannibal se lança sur l'Italie, était une opération amphibie. La prééminence navale de Rome sert à compenser les échecs sur terre et explique qu'il n'y ait jamais eu de blocus du ravitaillement. La conscience que le salut reposait sur la flotte élargit à toute la Méditerranée l'espace de sécurité vécu par la population du Latium. Ce contrôle naval côtier (comme toute la navigation antique) est un contrôle réel des ports et de leur hinterland. Par la sécurité navale, l'aristocratie maintient l'idée que non seulement Rome n'était pas réduite au statut de ville assiégée et puissance locale rétrogradée au Latium mais restait expansionniste, conquérante et dominatrice.

◆ Conclusion

La deuxième Guerre Punique est bien un tournant de l'histoire. On en est convaincu depuis l'antiquité, et s'il peut être utile de le redire dans des termes nouveaux, c'est ici pour répondre à la question théorique de la place du facteur militaire dans une causalité systémique, au moment où l'on voit émerger une formation, nouvelle par l'extension, la complexité et la hiérarchisation de ses niveaux d'organisation, et, finalement, un mode de production nouveau.

La tentation pourrait apparaître, d'examiner la mécanique romaine de *recrutement élargi* comme lieu d'une reproduction élargie du pouvoir de destruction, et de construire sur cet exemple une sorte de théorie macro-économique de la violence comme flux, théorie qui mettrait en jeu des concepts homomorphes à ceux de l'économie (base d'accumulation, productivité, etc.). Dans l'Italie de 217 à 202, la modification de l'horizon économique paraît dépendre de et succéder à l'extension des théâtres d'opération. Une conclusion « militariste » s'imposerait-elle, renversant les schémas « économistes » ? Nous pensons échapper à ce qui pourrait être une critique par la référence essentielle à ce qu'on peut appeler, si on veut, « l'instance idéologique », mais que nous préférons définir comme une pédagogie des représentations du temps et de l'espace chez les couches populaires et dans l'aristocratie elle-même.

En effet, c'est moins la guerre comme violence mécaniquement déterminante qu'on voit agir sur la structuration de l'espace-temps social, que la guerre comme porteuse d'une information de masse, la guerre informant les masses sur une extension spatiale et temporelle nouvelle de la discipline civique, et par suite, des ambitions et des enjeux économiques. Le moment militaire, qui détermine la trêve civique apparente et l'organisation de la guerre externe (théâtres aristocratiques lointains, théâtres plébéiens proches),

n'est décisif du changement d'échelle que par la médiation de nombreux systèmes d'informations hétérogènes (gladiateurs, théâtre, jeux, forme fixe du camp romain, traduction de l'Odyssée en latin, etc.); quant à la dispersion du port d'armes, c'est un phénomène important moins par sa résultante militaire (augmentation de la puissance militaire) qui est médiocre, que parce qu'il correspond à une augmentation du nombre d'auditeurs prêts à s'instruire sur l'état du monde. L'arme confère à son porteur une écoute nouvelle. Chaque soldat romain, citoyen ou non, mettant sa vie en jeu, s'informe sur les conditions de sa survie. L'incorporation est le moment-clé de cette écoute nouvelle, bien plus que la bataille, car c'est l'opération dans laquelle l'individu se reconnaît membre d'une communauté d'information. La tactique de Fabius est une tactique d'incorporation avant d'être une stratégie de guerre. La maîtrise de l'incorporation par l'aristocratie est le fondement de son hégémonie. Elle a pu conduire ainsi le paysan romain moyen à dépasser l'échelle étroite de la colonisation italique, et détruisant par mille moyens les fondements du pouvoir démocratique naissant, reconconditionner la stratification sociale pour lancer des déracinés d'un nouveau genre en Méditerranée, comme instruments militaires et idéologiques d'un nouveau type d'empire et d'un nouveau type de mode de production esclavagiste.

▣ Le processus de reconcentration du port d'armes dans la France des XI^{ème} et XII^{ème} siècles

Cette deuxième partie traite de l'état de la société française du point de vue de la dispersion du port d'armes, de la décomposition puis de la reconstitution d'un pouvoir d'état entre la fin du X^{ème} siècle et la bataille de Bouvines (1214). L'objet ainsi délimité n'est nullement la « reconstitution du pouvoir royal sous les premiers Capétiens », mais la gestion d'un port d'armes tumultueux par des élites sociales qui changent de définition économique, politique et militaire dans le processus même de cette gestion, et dont la lutte pour telle ou telle définition de l'assiette défensive stratégique aboutit finalement à la définition du royaume de France comme unité principale de représentation stratégique.

La formation socio-économique qui émerge à Bouvines n'est pas *la même* que le royaume carolingien de Francie occidentale. Tout y est changé : les classes dominantes et leur organisation, la définition de la menace externe et de la guerre, la représentation de la société. C'est donc un moment théorique de remaniement complet, dont on considérera comme instance privilégiée l'étude du remodelage du port d'armes, la définition du recrutement, de l'incorporation du commandement et des opérations militaires.

Le repliement généralisé sur le « local » dans une société paysanne, conduit nécessairement à une grande diversité. Cette diversité étant un caractère général, la mise en place de concepts généraux est d'autant plus

nécessaire, si l'on veut éviter cette tentation inévitable de généraliser dans un temps long ou dans un espace vaste les caractères uniques de certains systèmes locaux.

◆ **L'insécurité, le repliement sur la défense locale et la disparition de l'État durant les IX^{ème} et X^{ème} siècles**

La menace qui pèse sur la société française essentiellement rurale est triple, les Vikings venant du Nord, les Sarrazins du Sud et les Hongrois de l'Est. Il est clair que la « menace » représentée par ces trois envahisseurs est particulière à chacun, mais elles ont toutes trois en commun d'être une menace militaire continue, diffuse, basée sur des bandes non centralisées, et, sauf pour les Vikings à la fin de cette période, ne visant pas la conquête territoriale mais le pillage. Les Vikings remontent les fleuves et battent les côtes, les Sarrazins, embusqués sur la côte provençale ou venant d'Espagne ou du Maghreb, bondissent dans les vallées alpestres, et les cavaliers hongrois battent les plaines. Bandes médiocres de pirates et de nomades, ils menacent tout le « paysage ». Face à ce danger rampant et décentralisé, le repli sur une défense locale est une stratégie parfaitement adaptée non seulement au caractère de l'adversaire mais à l'objet défendu, c'est-à-dire aux unités de production qu'étaient les villas seigneuriales et les communautés paysannes groupées alentour, selon un schéma général resté le même depuis le Bas-Empire. Depuis longtemps déjà, la rétraction de l'économie monétaire avait conduit le système militaire carolingien à se donner une assiette régionale et une incorporation régionale dans une circonscription comtale et cette échelle de recrutement s'est transformée naturellement en échelon opérationnel, puis, de même que pour les grands commandements (ducs), s'est ensuite subdivisée en partitions encore plus fines, constituant à la base du tissu socio-économique, le groupe et la seigneurie locale en unité stratégique de défense.

Du point de vue militaire, cette décomposition était finalement la solution la plus économique au problème d'une menace générale extérieure mais non centralisée, et c'est ainsi que, d'une part, se répand l'incorporation locale et que, d'autre part, la seigneurie émerge comme unité quasi-étatique, avec ses délégations du ban royal, de la justice, du commandement des troupes qui s'ajoutent au droit de propriété de la terre et des hommes, colons libres ou esclaves, fixés à la terre depuis le Bas-Empire.

Outre cet aspect général, rappelons que les Vikings païens pillaient les églises et les monastères, et remirent ainsi en circulation l'or thésaurisé depuis des centaines d'années, aspect financier de l'invasion qui devait servir la relance économique¹. Rappelons d'autre part que les Sarrazins

¹ G. Duby, *Guerriers et paysans*, Gallimard, Paris, 1973: 135-136.

n'étaient pas seulement des pirates chasseurs d'esclaves, mais exprimaient par leurs comptoirs la pression d'une civilisation dominante et d'une culture politique aboutie, l'Islam, qui, quoique déjà désagrégé en plusieurs royaumes ou califats, restait le centre de la civilisation avec Byzance. Cet aspect idéologique et sociétal de la menace sarrazine jouera un rôle évident dans la recomposition idéologique qui suit.

Involontairement sans doute, les Vikings et les Sarrazins sont les agents d'une remise en circulation de l'or et des idées générales, nécessaires instruments des Princes de ce monde.

La différence entre la Gaule du Nord et la Gaule du Sud, déjà claire à l'époque de la conquête romaine est encore une fois confirmée dans l'époque. L'inquiétude de la France du Sud-est plus politique et idéologique, celle de la France du Nord, plus militaire; les modes de reconstitution d'un pouvoir plus centralisé en subiront la marque.

À la fin du Xe siècle, on peut parler pour la France d'une économie de guerre décentralisée, mais le positionnement des fonctions défensives sur le plan local, et donc la division locale du travail en tâches défensives et tâches productives conduit, dans l'extrême pénurie de l'économie agraire de l'époque, à une rationalisation accrue du travail. Corvées de fortification sur un mode volontaire, concentration de la gestion des silos, des moulins et des fours par le seigneur, font de celui-ci un mini-souverain asiatique, et le maillage féodal en gestation ressemble d'abord à un système interétatique local, se ralliant parfois à un système d'alliances, régional.

C'est sur ce réseau de chefs d'entreprises agricoles à poigne, mobilisant des hommes armés et dont l'origine, dans cette époque troublée, n'est évidemment plus du tout nécessairement « noble » au sens antique et carolingien du mot, que le réchauffement du climat² va produire des effets. À lui seul, le réchauffement, qu'on date du IX^e siècle en tout cas, ne peut produire ni une augmentation des emblavures, ni un gain de productivité, ni une politique d'investissement. C'est l'absence de pouvoir d'État central, le fait que personne ne soit capable, au début du moins, d'absorber le surplus et de l'affecter à des dépenses militaires, bureaucratiques ou somptuaires « centrales » improductives, qui permet l'expansion. Ce type de surplus est géré centralement par ces médiocres souverains locaux, avec l'avidité et l'horizon borné qui est le leur. Ils sont agents actifs du défrichage qui marque, sans aucune impulsion centrale, l'essor économique du IX^e siècle. Mais leur légitimité est contestée, dès que la menace externe disparaît.

² G. Duby, *Guerriers et paysans*, p. 16.

◆ La fin des invasions et la crise de légitimité des guerriers

Le passage de l'insécurité extérieure (les envahisseurs) à la paix, n'est pas soudain perceptible dans la mesure où personne n'a pu proclamer une victoire, en tout cas sur les Vikings qui, au contraire, s'installent et s'assassinent, en Normandie³. L'insécurité se poursuit donc, mais devient une insécurité « intérieure » à la France ou à la chrétienté, en restant cependant extérieure par rapport aux unités stratégiques élémentaires de défense. On peut décrire le phénomène en disant que l'extérieur est devenu trop proche pour que l'insécurité ne continue pas à exister aux bornes de la communauté locale. Et en effet, le seigneur voisin prend d'autant plus aisément la place de l'ennemi lointain, que chaque unité défensive de base devient, avec la fin de la menace extérieure, le lieu d'une crise hégémonique. Les paysans cessent peu à peu de craindre l'ogre ou le normand, et revendiquent un relâchement de cette discipline acceptable, contestant le pouvoir des seigneurs chevaliers et, dans un certain nombre de cas, parvenant à un équilibre de forces tel, que le chevalier du lieu est parfois contraint de chercher fortune ailleurs, par le pillage. Guerres « privées », menées par ces seigneurs, au besoin avec l'appui conservé des producteurs de son lieu, se généralisent. Sur le plan général, on peut dire qu'on assiste à la transformation d'une bande, armée légitimement pour la défense collective, en un mécanisme local d'extorsion violente de l'accumulation, et/ou en un instrument régional de pillage de l'accumulation réalisée ailleurs.

Cette double fonction n'a jamais cessé, sans doute, de constituer la définition générale de tout pouvoir d'État. Mais dans le premier stade, la « bande » agissait sur le mode hégémonique, dans le consensus, et dans l'acceptation d'un armement assez général des paysans dont les seigneurs, ayant usurpé des titres nobles, étaient parfois historiquement les chefs militaires naturels. La fin des guerres extérieures rend cette fonction d'extorsion transparente et directe, elle contribue à la formation des chevaliers⁴, comme classe sociale militaire moyenne privilégiée, et elle implique qu'une rétractation du port d'armes aux seuls membres de cette nouvelle classe soit imposée de gré ou de force aux paysans. Ces opérations de désarmement qui vont durer plus d'un siècle s'opèrent localement et régionalement selon des méthodes qui peuvent être extrêmement variées, dans la mesure où chacune des unités socio-politiques représente un rapport de force unique en son genre, et où les petits seigneurs ne vivent consciemment que dans un univers passionnel et tactique.

La contradiction essentielle, à partir du XI^{ème} siècle, est celle qui existe entre les défenseurs armés se constituant en classe sociale et les producteurs, parfois non moins armés. C'est donc une lutte constante qui se dé-

³ Les Hongrois sont battus en 955 par Othon Le Grand; le dernier réduit sarrazin de Provence disparaît en 927.

⁴ G. Duby, *Hommes et Structures au Moyen Age*, Chap. XIX : Les origines de la chevalerie, Paris, Mouton, 1973.

veloppe avec la fin des invasions et la croissance économique, mais une lutte dont les deux acteurs principaux n'ont pas d'emblée de conscience stratégique et politique.

◆ **L'église, intellectuel organique et instance stratégique du remodelage politico-militaire**

La contradiction induite par la fin des invasions rend trouble et incertaine la représentation de la fonction guerrière établie au cours de l'époque antérieure, et cette crise elle-même explique en partie le millénarisme. Si la fonction n'est plus nécessaire, c'est que, la fin du monde approchant, la lutte contre l'Antéchrist va devenir spirituelle. Ce point de croyance qui s'accroche à un passage de l'Apocalypse (*Apocalypse* 20, 1), auquel Constantin lui-même avait sans doute prêté attention, donnait 1000 ans de rémission au règne du « roi juste dont la langue est une épée de fer », le Christ lui-même ou l'Empereur chrétien ou le *bellator* chrétien, présent dès la guérison du fils du centurion (*Matthieu*, 8, 8), ou l'épisode du centurion Corneille dans les actes de Pierre (*Actes des Apôtres*, 10), et que saint Augustin cite pour montrer l'importance de la foi des guerriers dans l'extension de l'Évangile (*Lettres* de saint Augustin, 189).

Ces militaires étaient des croyants inconditionnels en la potestas et l'imperium divin, et instruments du débordement de l'Esprit Saint hors du peuple juif. C'étaient aussi des soldats platoniciens, qui devaient « se contenter de leur solde et ne commettre nulle exaction »⁵. Le personnage du chevalier, inventé au IX^{ème} siècle pour protéger le peuple, enrôlé dans une guerre juste – défensive – par l'Église⁶, restait sans emploi, théologiquement parlant.

Le clergé, c'est-à-dire les évêques et les abbés de l'ordre de Cluny, puis St-Bernard, se devait de fournir une réponse et par des mots, et par des actes à cette lacune. Le travail revient d'abord au clergé gaulois de l'époque, seul groupe « intellectuel » lettré et politiquement réfléchi, ayant une vision historique et sociale s'étendant à la chrétienté tout entière. Il cherche à agir sur le tissu social et sur les modes de représentation. Pour la première fois, peut-être, depuis la prééminence de l'oracle de Delphes, on voit un groupe religieux armé d'un instrument religieux, agir à l'échelle d'une formation sociale sans État unifié, mais agir en outre sur le mode offensif (Delphes, défensif seulement). Outil de restauration d'une *hégémonie*, quand seule la coercition semble avoir cours, le clergé pense travailler pour Dieu, en travaillant pour lui, en cherchant à devenir la classe dirigeante, mais en fait,

⁵ Platon, *La République*, *Critias*, 112 d, 113 a, 119.

⁶ Régine Pernoud, *Histoire du peuple de France, des origines au Moyen Âge*, Paris, Nouvelles Librairies de France, 1955: 155.

il travaille pour l'hégémonie d'une nouvelle classe dominante qu'il crée par ses médiations idéologiques, et ses manœuvres politiques.

Qu'est ce que créer une classe dominante et ses appuis, à partir du tissu anarchique du XI^{ème} siècle ? Comment taille-t-on dans ces groupes d'hommes d'armes de toutes sortes, dispersés sur le granulé social des seigneureries, une nouvelle élite hiérarchisée ?

C'est là finalement le produit qui émerge au XII^{ème} siècle. Une nouvelle noblesse, celle des chevaliers, soumise aux Grands et au Roi, et que l'Église a produite, on pourrait dire inventée (comme on invente une relique), par une série d'opérations qui sont équivalentes à des opérations militaires, dans ce sens qu'elles comportent désignation de l'adversaire, division de l'ennemi, manœuvres dans le temps avec engagements successifs sur le point faible, et finalement, regroupement d'une partie des amis et des ennemis dans une expédition externe. Toutes ces opérations aboutissent à une sorte de re-polarisation du port d'armes dans le champ social par électrolyse et centrifugation.

● **La division des forces en présence et la désignation de l'adversaire :
paix de djèu, trêve de dieu**

L'électrolyse d'abord. Comment mettre fin à l'existence de guerriers pillards, produits du « chômage dans la guerre juste » qui découle de la fin des invasions ? Les évêques, qui visent le rôle de seule classe prélevant le surplus, parviennent à ce résultat par le mouvement de la « paix de dieu » (lancé en 989 près de Poitiers). On pousse dans de grandes assemblées locales le peuple – parfois armé – face aux seigneurs grands ou petits, à faire la distinction entre les bons et les mauvais chevaliers – ceux qui acceptent le grand serment de paix et ceux qui le rejettent. Ce mouvement est relayé par celui de la trêve de Dieu qui commence par exclure la guerre du Dimanche, puis d'autres jours de la semaine (Roussillon, 1037). L'espace et le temps du chevalier chrétien apparaissent dès lors balisés par l'église.

Le résultat doit être le désarmement des mauvais seigneurs avec l'appui des milices paysannes, mais aussi le désarmement des milices paysannes avec l'appui des bons seigneurs, et la consécration du clergé comme classe régnante sans armes. Une différence apparaît dès l'origine entre France du Sud et France du Nord, qui pose le problème de la recomposition du pouvoir dans le champ de la contradiction guerriers/paysans en termes de deux options :

- *Option sud* : Le clergé, les évêques, avec au sommet le pape, deviennent politiquement et économiquement maîtres de l'Occident et se subordonnent les guerriers, fondant ainsi la Cité de Dieu sur terre selon un modèle platonicien que l'Islam au sud prétendait avoir réa-

lisé⁷. Les moines, fraction intermédiaire entre la cité de Dieu et la cité terrestre, jouent un rôle de ciment indispensable du tissu social et les soldats doivent agir au « dehors » lointain, mais proche par la mer, l'Islam.

- *Option nord* : Le clergé est plus enclin à laisser, dans la tradition impériale romaine (carolingienne, othonienne), le monopole de l'action dans le siècle à l'Empereur, à défaut au Roi s'il accepte d'être guerrier, ou bien encore au comte ou au duc. Ce personnage n'accepte pas la présence de ligues populaires armées. Si on traduit en termes romains, le guerrier doit conserver la *potestas* et l'*imperium*, et l'évêque qui le conseille et le guide, ne revendique que l'*auctoritas* (morale et foncière) du Sénat avec quelque puissance d'intercession de type tribunicien. Les moines ne jouent aucun rôle dans ce monde d'où ils se sont retranchés et le guerrier joue sur place le rôle de ciment du tissu social.

Cette double possibilité d'évolution de la société médiévale tourne toute entière, en fait, autour de la répartition du port d'armes, de la réduction des unités armées, de leur rôle local par opposition à leur rôle externe.

● Les croisades : centrifugation

La deuxième opération de l'Église, tendant à dominer le champ social, sera donc la *croisade*, lancée en 1096.

La croisade sert à la fois à débarrasser la société paysanne de ses éléments marginaux jeunes, inconvertibles en paysans désarmés (conf. la harangue de Urbain II au concile de Clermont) et à envoyer à l'extérieur une partie des chevaliers, et par conséquent à sanctifier, tout en l'envoyant à la mort, une partie des « ennemis intérieurs » désignés par l'opération « paix de Dieu ».

Présentée comme une opération défensive, face à l'offensive turque contre le tombeau du Seigneur et contre les pèlerins, la croisade, comme la paix de Dieu, repose sur une dynamique populaire. Comme pour narguer les chevaliers et souligner leur disqualification, c'est la croisade des pauvres gens qui part la première. Les grands seigneurs et le clergé la laissent aller, profitant l'un et l'autre de cette première purge sociale où le matériau des moines violents et des chevaliers sans seigneurs s'engouffre naïvement. Vient alors la première croisade, dont le départ s'opère sérieusement, pro-

⁷ Pour Farabi et Avicenne, la Cité idéale de Platon devient la Cité de l'Islam et la place du philosophe-roi est tenue par le Prophète ou l'Imam. Roger Bacon a transcrit littéralement Avicenne en appliquant au Pape ce que celui-ci dit de l'Imam. Cf. Alexandre Koyré : « Aristotélisme et Platonisme dans la philosophie du Moyen Âge », *Études d'Histoire de la pensée scientifique*, Paris, Gallimard 1966, p. 33.

fessionnellement (dans le sens très restreint que permet l'art de la guerre encore peu restauré qu'autorisent la levée et l'incorporation désarticulée issue de l'époque antérieure).

◆ **Résistance au clergé : les tournois, mise en scène de la hiérarchisation par la violence**

L'écrémage par la croisade des porteurs d'armes et des classes violentes ne convient pas complètement à la classe dominante armée en formation. Une cinquantaine d'années s'écoule entre la première et la deuxième croisade. On doit donc bien parler d'une résistance des seigneurs à cette manœuvre du clergé, lui-même affaibli par le mouvement des franchises communales qui investit la ville, c'est-à-dire le siège traditionnel de l'épiscopat (commune du Mans, 1076). La commune se pose en concurrent à la fois de l'Église et des chevaliers, pouvoir désarmé et abstrait de l'argent, mais fortifié. La résistance du seigneur à la croisade s'explique par le risque de perte hégémonique locale qu'il prend par son absence, malgré les garanties spirituelles que l'Église accorde aux intérêts matériels des croisés. Pour assurer ses arrières, la chevalerie a lancé, contre l'avis de l'Église, une opération purement noble : la généralisation des tournois. Inventés dès 1066⁸, les tournois sont de véritables théâtres d'opération sur le plan « intérieur ». C'est à la fois un moyen violent de redistribution et de concentration des fortunes⁹ et un spectacle. Le nombre des morts y est supérieur au nombre des morts à la croisade¹⁰. Ces rassemblements sont organisés hors des villes par les grands et les petits seigneurs et chevaliers, souvent dans des régions où des troubles paysans menacent. Ils remplissent une série de fonctions « socio-stratégiques » distinctes :

- 1- C'est un spectacle que la chevalerie se donne à elle-même et où fusionnent les composantes hétérogènes des diverses noblesses (grands seigneurs portant titres romains ou carolingiens, chevalerie sortie de rien); c'est aussi un spectacle donné aux autres classes « désarmées ». Il vise à faire accepter le pouvoir du plus fort comme facteur semi-aléatoire de hiérarchisation de la noblesse, encore largement « imaginaire ». Dans les tournois apparaissent ou se distinguent les « sergents », la « parva militia » équestre qui, bien qu'initiée par les princes ou les chefs militaires à l'équitation, restent hors de l'Ordre de la chevalerie;

⁸ Voir Duby, in *Le dimanche de Bouvines*, pages 111 à 115, et 160 à 162. La France devient à partir de 1170, le « paradis des Tournoyeurs ».

⁹ Bon nombre de chevaliers s'enrichissent en un temps record. Le cas le plus frappant est celui de Guillaume le Maréchal nous dit Duby in *Hommes et structures...*, p. 124 : il y a une inclination, un aveuglement pour l'argent, mais ceci ne conduit pas les participants à craindre la disparition. La mort était considérée comme un accident de parcours.

¹⁰ Alors que dans la guerre, les chevaliers cherchent le plus souvent à appréhender l'adversaire et non pas à le détruire, le massacre parmi les gens d'honneur et de lignage n'est pas fréquent.

2- C'est par là même un instrument précis de concentration sélective du port d'armes et d'encadrement rigide des *laboratores*.

3- Comme c'est en même temps un instrument de concentration foncière, l'élimination du petit seigneur par un grand qui pratique un faire valoir plus indirect peut avoir un effet libérateur sur la paysannerie locale : une libération économique sans perte d'hégémonie de la classe noble.

L'effet d'un tournoi sur une région est à la fois idéologique, politique, économique et social, *par le technico-militaire pur*. Il joue donc le rôle à la fois du théâtre et des jeux, et de la guerre à Rome, dans un tissu social d'où toutes les solidarités de la cité antique ont été éliminées.

Ce changement induit une limitation voire un freinage du pouvoir local et régional des évêques, et, *a contrario*, le renforcement du pouvoir des chefs militaires, qui n'ont jamais cessé d'être des instruments-clés de la domination féodale dès le commencement de la période dite de paix, et qui, au moment de Bouvines, forment encore en France, comme dans l'ensemble de l'Occident chrétien, « un corps fort bien délimité, établi au centre de l'édifice social »¹¹.

◆ Conclusion

Entre Charlemagne et Philippe Auguste, on peut parler d'un cycle long de dispersion-concentration du port d'armes.

L'insécurité produit à la fois l'estompage des limites de toute assiette légitime de recrutement, la dispersion des fonctions d'incorporation et de commandement, et cette dispersion va si loin qu'elle arrive, dans l'imaginaire, jusqu'à l'échelon individuel : le chevalier errant solitaire à la recherche d'un seigneur, le Lancelot de Chrestien de Troyes, donne l'image mythique extrême d'un « combattant non incorporé », sauf dans l'armée de Dieu. La lutte de l'Église pour une tripartition en castes fonctionnelles pour la paix de Dieu, pour la croisade, c'est avant tout une lutte pour une restauration d'une assiette sociale délimitée de recrutement; également pour la redéfinition d'un temps et d'un espace de guerre et de paix, c'est-à-dire pour des conditions réglées d'incorporation et d'opération. Mais l'objectif théocratique de l'Église est biaisé par des luttes qui vont aboutir, dans ce cadre général, à la définition à la fois d'une classe sociale hégémonique et d'une assiette politico-stratégique correspondant à une échelle géographique nouvelle. La généralisation des tournois, l'afflux vers les villes et la révolution communale, sont des processus de concentration non ecclésiastiques du pouvoir politico-économique, par lesquels s'établissent la structure de la classe

¹¹ Georges Duby, *Hommes et structures...*, p. 325.

féodale dominante et celle de la bourgeoisie classe-appui; tandis qu'aboutit le désarmement des *laboratores*. Leur récupération par la royauté sous forme de milices restaure le royaume, face à l'Empire, comme unité stratégique légitime, parce que tout ce qui n'est pas des nobles ou de l'Église se réfère au roi. Notre analyse tend à conférer à la fonction militaire d'incorporation un rôle prédominant dans la genèse du système de classes intelligible où tend le monde féodal, une fois que la société civile, presque sans État, a su donner l'impulsion d'un mode de production plus dynamique que l'esclavagisme, parce que les processus d'accumulation y sont décentralisés. La recentralisation des fonctions militaires dans les guerres royales n'aboutira jamais à une concentration du pouvoir économique entre les mains de la couronne et le roi de France échappe ainsi complètement au cycle impérial oriental, romain, islamique, d'où aucune bourgeoisie n'est sortie. Son pouvoir militaire s'étend à l'économie seulement par la médiation monétaire, sous une forme stabilisée du XIIIe au XVIIIe siècle, privilège étrange qu'a le roi, depuis Philippe le Bel, de redéfinir la relation entre monnaie de compte (le système de la livre tournoi depuis Philippe Auguste) et monnaies métalliques. Le roi pouvait « librement » dévaluer la monnaie de compte s'il se trouvait débiteur net ou dépourvu de réserves métalliques suffisantes ou au contraire, la réévaluer si ses intérêts de créancier l'emportaient sur ses intérêts d'emprunteur¹². Mais ce pouvoir qui était *légitime* (comme le pouvoir de dévaluation des gouvernements contemporains) reposa bien évidemment sur le pouvoir militaire que le roi recueillait à partir de la société civile peu monétarisée, et ne concernait en fait que les échanges bourgeois et le commerce international. Cette remarque n'est que l'ébauche d'une recherche bien plus systématique qui porterait sur l'efficacité de l'usage de la force dans la légitimation d'une monnaie de compte, recherche qui aboutirait évidemment à comprendre mieux le rôle actuel du dollar.

La victoire de Philippe le Bel sur les Templiers aurait pour équivalent contemporain un massacre des émirs qui n'est pas encore en vue, et que le système capitaliste n'a pas les mêmes raisons d'envisager que la royauté féodale. Il a servi, malgré l'échec final des croisades et l'interruption du pillage d'or qu'elles autorisèrent un temps, à compenser l'absence de numéraire par des manipulations keynésiennes des créances. On est loin d'un système tributaire tant pour les levées d'hommes que pour les levées de ressources. Le roi de France est empereur en son pays et *cela lui suffit* parce qu'il coordonne l'application d'une violence hiérarchisée dans l'ensemble des terroirs avec les manipulations monétaires centrales. Mais cette « suffisance » qui aboutit au pouvoir royal le mieux assis d'Europe, ne peut déboucher sur la conquête de l'univers. C'est par un système politico-militaire d'une structure très différente que se mettent en place les conditions du développement capitaliste proprement dit. C'est ce qu'on va étudier dans la dernière partie.

¹² Cf. Jean Gabriel Thomas, *Inflation et nouvel ordre monétaire*, Paris, PUF, 1977: 37.

▣ L'époque élisabéthaine : des milices paysannes à l'aventure maritime

L'Angleterre élisabéthaine présente toute l'apparence d'une royauté absolue avortée, et d'un État qui ne parvient pas à se donner une armée, tout en développant des forces économiques et sociales qui, partant de la société civile, préparent l'expansion du capitalisme à l'intérieur, et la conquête commerciale du monde à l'extérieur. Ces définitions sont négatives, et pour tout dire « continentalo-centristes », comme si nous étions contraints, éblouis comme Machiavel par la force du Roi de France, à ne penser le pouvoir et l'État que par rapport à sa forme « aboutie », alors que la suite de l'Histoire nous montre que la forme « non-aboutie » était plus forte, plus impériale. Cette définition aboutit aussi à *censurer*, à ne pas situer en bonne place dans la genèse de l'État capitaliste, en quoi la dimension proprement militaire terrienne du développement si particulier des îles britanniques demeure essentiel dans l'avènement d'un pouvoir civiliste et maritime.

Le débat sur « les causes de la Révolution de 1640 »¹³ s'est cantonné curieusement dans l'analyse socio-politique et culturelle, alors qu'une cause importante réside évidemment dans l'absence d'armée royale permanente en Angleterre, et ceci jusqu'au règne de Charles II. Mais cette absence n'est pas l'équivalent d'une absence du facteur militaire dans la conformation du pouvoir. Se demander si la *gentry* est une classe montante ou descendante, s'il y a « réaction nobiliaire », et qu'est-ce que la noblesse anglaise dans « l'inflation des honneurs »¹⁴ qui commence sous Elisabeth; constater que, paradoxalement, la couronne paraît se renforcer en Grande Bretagne en même temps que se renforcent les structures du *self-government* local, c'est se poser une série de questions qui demeurent scholastiques et d'ailleurs sans réponses claires si l'on n'introduit pas le problème de la maîtrise de la violence acquise localement par la *gentry* contre la noblesse des pairs avec l'appui de la couronne, grâce au système des milices.

Dans le débat sur la révolution de 1640, seul Stone étudie en détail l'érosion du pouvoir militaire des nobles, mais il ne met pas cette érosion en

¹³ Parmi les contributions les plus remarquables on notera celles de R.H. Tawney, « The Rise of the Gentry, 1558-1640 », *Econ. Hist. Rev.*, no 2, 1941; H.R. Trevor-Roper, « The Elizabethan Aristocracy : an anatomy anatomized », *Econ. Hist. Rev.*, no 3, 1951; et L. Stone, *The crisis of the aristocracy, 1558-1641* : 48-68. R.H. Tawney affirme qu'au XVI^e siècle, un changement important se produit dans la répartition de la propriété, changement qui entraîne « la décadence des propriétaires fonciers de la vieille souche et la montée d'une nouvelle classe de gentry »; il parle du déclin de l'aristocratie, certes, mais il explique ce déclin par l'incapacité des exploitants agricoles plus que par les « dépenses excessives » des grands seigneurs. Pour H.R. Trevor-Roper, prenant le contre-pied de Tawney, il n'y a pas montée de la *gentry*, mais plutôt un déclin général de la « pure gentry » des *squires*. Selon lui, les classes montantes étaient plutôt les Yeomen et les Francs tenanciers (Free holders). Enfin L. Stone décrit une lente démilitarisation de la noblesse des pairs au cours du XVI^e siècle, à travers la politique oscillante des Tudors qui tout en cherchant à éroder leur pouvoir local en tant qu'organisateur de retenues permanentes, les utilisent néanmoins en cas de besoin.

¹⁴ Expression de Lawrence Stone, *op. cit.*, p. 65.

relation avec le maintien et le renforcement des milices locales et du privilège royal de lever ces milices, de les entraîner et de les organiser sur une base locale. Sans faire de la couronne un facteur déterminant de cette configuration, il faut noter que sous le tissu démilitarisé de l'élite anglaise du début du XVII^e siècle subsiste un tissu populaire militarisé, représentant l'hégémonie et finalement la domination locale de la nouvelle gentry qui va coaguler son pouvoir dans la révolution de 1640.

C'est à mettre en valeur les aspects militaires populistes de la période élisabéthaine qu'on va s'attacher ici. On examinera d'abord l'héritage du système militaire britannique ancien, tel qu'il s'est transmis dans l'Angleterre des premiers Tudors puis les modifications introduites sous le règne d'Elisabeth et qui tendent à maîtriser l'expansion du port d'armes populaire tout en limitant les prérogatives militaires des pairs et en ouvrant la formation sociale vers la mer et les espaces libres.

◆ **L'héritage du haut moyen-âge, de la guerre de Cent Ans et de la guerre des deux Roses**

L'Angleterre ne connaissait pas la féodalité avant la conquête normande. Elle échappe à tous les modèles post-romains de pouvoir d'État et a conservé sous les invasions des Angles, des Saxons et des Danois le principe du self-government des communautés agraires d'hommes libres. Plaquant sur cette société basiste le réseau de 5 000 seigneurs normands, dans le maillage administratif des comtés, Guillaume le Conquérant n'a pas pu supprimer les coutumes locales et a maintenu partout la loyauté personnelle directe de l'homme libre au roi, l'ubiquité de la justice du roi garante des coutumes et le droit au port d'armes de tous les hommes libres. C'est la vieille coutume du *fyrd*, périodiquement rétablie, et notamment codifiée par Henry II en 1181 : tout homme libre doit posséder chez lui un équipement militaire et jurer de le consacrer au service du roi¹⁵.

Cette structure militaire pré-féodale rémanente et irréductible s'oppose à la formation de systèmes d'allégeance militaire intermédiaires consolidés, comme les grandes principautés puis les grands apanages sur le continent. Même si les pairs s'arrogent le droit et la capacité d'incorporer et de commander le peuple en armes, la levée n'est pas un droit seigneurial direct né de recommandations et d'hommages d'urgence, d'un temps d'invasion, mais reste un privilège royal. La noblesse anglaise ne se définit ni légitimement ni réellement par un monopole du port d'armes, revendiqué très vite par le chevalier français dans son « imaginaire de la tripartition ».

¹⁵ Cf. F. Pollock et F.W. Maitland, *The History of English Law before the Time of Edward I*, Cambridge, 1898, t. I, p. 2.

C'est avec des contingents de milices populaires levées dans les villages sur la paysannerie libre que les Anglais mènent en partie, en France, les opérations de la guerre de Cent Ans. Tous étant soumis à l'obligation militaire de 16 à 60 ans, sur la base du comté, dans chaque village une sélection des meilleurs archers pouvait être levée. Composés de yeomen, ces troupes, groupées par dizaines et centaines au chef-lieu, étaient payées par le roi dès leur sortie des limites du comté. Ces archers constituaient normalement en temps de paix la base de recrutement d'une police locale volontaire.

Un autre mode de recrutement, celui-ci contractuel, pratiqué par les nobles locaux et régionaux, est la levée par les *indentures* de guerre, de volontaires – non-professionnels acceptant de servir le roi ou un lord pour une période déterminée, à des conditions déterminées de soldes. Différent du système français de *retenues*¹⁶, parce que les clauses de durée d'engagement y étaient toujours beaucoup plus précises, l'*indenture* permet de recruter des troupes qui conservent leurs racines villageoises.

Le mercenariat proprement dit, l'embauche de soldats de fortunes d'origines diverses, fut également une source de recrutement de l'armée anglaise sur le continent. Mais contrairement à ce qui se passe pour la grande majorité des armées d'Europe occidentale, le meilleur des troupes est constitué par des effectifs non-professionnels, volontaires paysans liés personnellement au service du roi. Même si l'incorporation et le commandement sont gérés par la noblesse guerrière féodale, l'assiette du recrutement reste royale et pré-féodale.

La persistance de cette autonomie a trouvé à chaque période des déterminations nouvelles. Rien de « fatal » sans doute à cette persistance. C'est ainsi qu'au cours du XIV^e siècle, l'Angleterre a souffert, plus qu'aucun autre pays, de la peste noire (1351, de nouveau en 1377) et la réduction massive de la population¹⁷ qui en résulte a eu d'importantes conséquences sur l'équilibre socio-militaire de la société agraire et l'organisation locale du pouvoir des classes sociales, dans une ambiance de peur et d'insécurité qui n'est pas seulement due à la menace de mort militaire¹⁸. Les seigneurs sont en position de demandeurs vis-à-vis de la main-d'œuvre rare; les paysans peuvent mettre en valeur des terres désertées et l'autonomie de nouvelles couches paysannes, qui échappent dès cette époque presque complètement au servage, s'appuie sans solution de continuité sur la persistance du port

¹⁶ La retenue française, pendant la guerre de Cent Ans, est plutôt le mode de recrutement de mercenaires volontaires pour une durée indéterminée et qui, déracinés la plupart du temps, souhaitaient rester dans l'armée le plus longtemps possible : « la demande était toujours supérieure à l'offre ». Cf. Ph. Contamine, *Guerre, État et Société à la fin du Moyen Âge*, p. 64, citant A.E. Prince, « The Indenture System under Edward III », *Historical Essays in Honour of James Tait*, Manchester, 1933: 283-297.

¹⁷ De 3 757 000 à 2 225 000 habitants, soit 40 % de pertes; cf. Guy Fourquin, *Histoire économique de l'occident médiéval*, Paris, 1969: 324.

¹⁸ Jean Delumeau, *La Peur en Occident, XIV^e-XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 1978: 98 sq.

d'armes paysan. Une classe de tenanciers libres et de petits et moyens propriétaires (yeomen) devient la base d'une ouverture vers le bas de l'espérance de promotion verticale, ouverture basée strictement sur le *cens* au sens antique, c'est-à-dire le niveau de fortune. La Chambre des Communes est déjà au XIVe siècle composée de ce mélange de gentilshommes campagnards et de bourgeois qui jettent un pont entre petite noblesse, gros paysan et riche marchand, et maintient un flou persistant sur la notion même de noblesse.

On dira qu'en Angleterre, *la tripartition fonctionnelle, limitée à l'imaginaire, n'est pas l'outil du désarmement des paysans mais seulement d'une professionnalisation de la noblesse dans le commandement.*

La guerre des deux Roses, qui est bien une conséquence de la « démobilité » des vétérans, polarise autour de deux camps aristocratiques une partie de la noblesse militaire et de ses mercenaires, mais elle n'entraîne pas la majorité des paysans dans ce duel et elle n'inflige pas à la population la loi du pillage seigneurial en temps de guerre, chaque village et chaque ville s'en protégeant efficacement. Le résultat est alors l'autodestruction des routiers et l'épuisement pour ainsi dire démographique de la grande noblesse militaire, qui se traduit par la forte diminution du nombre des Pairs anglais sous le règne des premiers Tudors.

◆ **L'échec de la constitution d'une armée royale professionnelle sous les premiers Tudors**

Les premiers Tudors héritent de cette situation particulière. Ils voudraient bien « gouverner comme un roi de France », mais ne le peuvent. La tentative la plus conséquente de constitution d'une monarchie absolue est l'œuvre de Thomas Cromwell. Entre 1530 et 1542, il renforce le pouvoir judiciaire et administratif de la couronne en augmentant le pouvoir des juges de paix au niveau des comtés. À partir de 1536-37, on assiste à une tentative de formation d'une armée royale régulière¹⁹ telles qu'elles apparaissent sur le continent. (Basée sur le mercenariat – noble ou non-noble, français ou étranger – l'armée française paraît le fondement même de l'autorité royale d'un type nouveau). Mais cette tentative est un échec pour quatre raisons : l'absence de ressources financières centrales, la généralisation des dépenses d'auto-défense locales, l'absence de bases sociales de recrutement et l'absence de menace externe.

Comment règne, dès lors, le roi d'Angleterre, ce despote absolu qui ne dispose, après la dissolution des unités de mercenaires par Henri VIII en

¹⁹ L. Stone, « The political program of Thomas Cromwell », *Bulletin of the Institute of Historical Research*, 1951, XXIV: 1-19.

1551²⁰, que d'une poignée de gardes du corps. Il est certain que, faute de pouvoir déboucher sur un pouvoir militaire central à la française, il a réussi au moins à acquérir un pouvoir religieux central. L'anglicanisme cherche, à ses débuts, à s'appuyer sur ce titre de Défenseur de la Foi, qu'Henri VIII avait reçu du pape. Dans l'ambiance de la Réforme qui domine idéologiquement les classes rurales intermédiaires, il opère cette reprise en main de l'Église par la spoliation des biens fonciers. De 1529 à 1536, le parlement vote sans sourciller les lois d'expropriation. Le dessein de Thomas Cromwell fut sans doute de faire de cette expropriation précisément, la source de cette armée centrale projetée. Mais la société civile anglaise se défend justement parce que toutes les classes directement intéressées à la distribution des terres de l'Église sont armées. L'opération fonde une considérable légitimité du pouvoir royal, mais elle ne lui donne finalement aucun moyen pour une accumulation militaire. La réaction catholique, sous Mary Tudor, ne parvient pas à remettre en cause la spoliation de l'Église et introduit seulement dans l'opinion anglaise le sentiment répandu qu'il existe une collusion entre la menace interne papiste de reprise des terres distribuées, et la menace externe espagnole.

C'est de cette configuration sociale, politique, idéologique et militaire qu'hérite Elisabeth. Elle va la gérer dans le sens d'un renforcement de la couronne appuyé sur le développement des forces locales de self-government, y compris les forces des milices des comtés, renonçant clairement à la constitution d'une vraie armée centrale, mais en mettant à profit pleinement les prérogatives de la couronne dans le développement d'une flotte et notamment d'une flotte de guerre.

◆ L'ouverture de la société élisabéthaine et la dispersion du port d'armes

Comment peut-on dire que le renoncement à la constitution d'une armée royale professionnelle et l'appui sur les milices constituent un élément-clé du système *d'ouverture* de la société anglaise et par là, un élément de la constitution du capitalisme anglais dès le XVI^e siècle ? On peut définir successivement les bases économique-sociales, politiques, militaires de ce système d'ouverture. Mais il est nécessaire de constater qu'un facteur commun à tous ces niveaux de causalité se situe dans la distribution locale du port d'armes.

a) L'ouverture économique-sociale est paradoxalement le produit du processus de l'enclosure. Par l'appropriation privée des terres collectives, il y a rupture, donc ouverture, des sociétés agraires villageoises avec constitution d'une hiérarchie de moyens et petits propriétaires, et développement d'une

²⁰ C.S.L. Davies, « Révoltes populaires en Angleterre », *Annales*, E.S.C., 1969, 1: 24-60.

paysannerie sans terres et sans moyens de subsistance par la disparition de l'openfield. Il n'est pas question d'expliquer complètement le mouvement de l'enclosure²¹, sans tenir compte du rapport des forces militaires locales qui permit une répartition des terres collectives puis des terres d'église, non seulement au profit de la petite noblesse, mais aussi au profit des yeomen, qui accèdent éventuellement à la gentry, et de la gentry qui, achetant des armoiries, accède au rang de *esquires* et de chevaliers, et après 1610, à la nouvelle noblesse des baronnets²². C'est l'existence d'un port d'armes populaire qui détermine l'ouverture des classes sociales rurales et qui permet de contrôler localement cette ouverture, grâce à la paysannerie riche et à la petite noblesse localement alliées et armées contre les revendications éventuelles des pauvres de la campagne.

b) L'ouverture politique, c'est-à-dire la constitution de la formation socio-politique anglaise en un système ouvert sur le monde, l'extension de l'échelle géographique des intérêts réels des différentes classes sociales, est un processus qui prend racine dans ce mouvement de la société agraire de trois façons. D'abord, la gestion des déracinés dans les villes et notamment dans la ville de Londres, est clairement un privilège de la couronne. Deuxièmement, le lien entre le pouvoir royal et le self-government s'établit, à la fois par l'organisation et l'instruction du clergé anglican local qui compense sa relative pauvreté par l'instruction – c'est le clergé le plus instruit d'Europe – et devient la courroie de transmission d'une vision plus large des intérêts mondiaux, symbolisée sur le plan religieux local par le débat entre papistes, anglicans et puritains, débat renseigné et politique²³, plus que débat entre bandes armées (comme c'est le cas sur le continent). Troisièmement, le lien entre le pouvoir royal et le self-government s'incarne dans la poursuite de la politique de nomination des juges locaux. Les juges de paix que nomme la couronne sont toujours des notables locaux²⁴. Il y a renforcement simultané du self-government et du pouvoir royal par ce biais, et non opposition entre ces deux pôles. Cette structure « basiste » se reflète au niveau central par le développement des prérogatives parle-

²¹ Même si le processus commencé dès le XV^{ème} siècle, n'aboutit encore au XVI^{ème} siècle qu'à la clôture de 30 % des terres de l'ancien openfield, dans des zones bien délimitées, et bien qu'une partie des enclosures concerne des défrichements nouveaux (en particulier terres d'église) qui ne diminuent pas nécessairement l'openfield, le résultat est la « prolétarisation », au sens antique, d'une partie des petits propriétaires et l'expulsion de tenanciers non propriétaires vers les villes. Le phénomène prend place dans une poussée démographique extrêmement vigoureuse, puisque la population anglaise est passée de 2 500 000 en 1540 à 4 500 000 en 1600. Londres qui compte 60 000 habitants en 1500, atteint 450 000 habitants en 1640. Voir à ce sujet : Wallerstein, *Capitalisme et économie...*, Flammarion, Paris, p. 220; F.G. Mougel, *L'Angleterre du XVI^{ème} siècle à l'ère victorienne*, Paris, P.U.F., (1979), p. 23.

²² L. Stone, *op. cit.*, p. 82 et sq.

²³ Cf. David Little, *Religion, Order and Law*, N.Y., Torchbook (éd. 1969).

²⁴ J.R. Elton, *Police and Polity*, Cambridge University Press, 1972: 380-383.

mentaires des Communes²⁵, par le développement du rôle du Conseil Privé, face à la Chambre des Lords. Les sessions trimestrielles des juges de comté, issus de la gentry, deviennent cellule de base de la démocratie anglaise naissante qui, si nous tenons compte de la dispersion du port d'armes dans les milices, doit bien être considérée comme une « démocratie hoplitique ».

En ville règne au contraire une démocratie censitaire, non armée, et le seul point commun, mais de taille, avec le mode de contrôle romain de la plèbe urbaine, c'est, à l'époque élisabéthaine, précisément l'extraordinaire développement du théâtre populaire. Dans ce creuset des villes et en particulier de Londres, la plèbe urbaine s'instruit au théâtre, et se forme à une connaissance historique et géographique du monde, qui est à l'échelle de sa dépendance croissante à l'égard du commerce international. La représentation des vulnérabilités et des enjeux s'étend à l'Irlande, à l'Espagne à travers l'Irlande, à l'ensemble du monde à travers l'Espagne et le Portugal. Dans cette extension, les aspects proprement militaires jouent un rôle décisif.

c) L'ouverture militaire est la conséquence de l'impossibilité de constituer une armée permanente, et de la lutte engagée par la couronne contre les privilèges militaires de la noblesse. L'Angleterre élisabéthaine parvient à une démilitarisation relative de la noblesse qui est homomorphe à l'évolution des Eupatrides athéniens comme le *genos* Alcméonide (avec intérêt à des entreprises commerciales outre-mer) dans la mesure où la spécificité militaire féodale est érodée par des manœuvres de la couronne avec la base paysanne contre l'incorporation féodale. Tout en s'appuyant sur la tradition des milices, la couronne ne peut éviter d'avoir recours à la capacité locale d'incorporation que conservent les nobles. Mais elle s'arrange pour que cette incorporation se fasse désormais sous couvert de la prérogative royale.

◆ Les milices et le contrôle du quotidien

L'unique possibilité de la couronne sous Elisabeth, c'est de reprendre et de renforcer la tradition de la distribution d'armes à des couches non-aristocratiques de la société, pour maintenir l'ordre, limiter l'insécurité intérieure, et même assurer l'assiette des levées nécessaires aux actions extérieures. Ces miliciens de paroisse et de comté, qui se comptent par dizaines de milliers, sont cependant le lieu d'une semi-professionnalisation sélective. On compte en Angleterre environ 12 000 hommes ayant reçu un entraînement spécial en matière de discipline militaire et de maniement des armes

²⁵ J.E. Neale, *The Elizabethan House of Commons*, Londres 1949. Sur 460 députés siégeant à la chambre basse en 1584, 240 sont des gentlemen vivant de leurs domaines, et au moins 53 peuvent être considérés comme des « bourgeois ».

à feu²⁶. Les levées sont effectuées sur une base volontaire par les pairs qui les payent sur leur fortune privée, parce qu'il s'agit, dans leur esprit, d'une entreprise intermédiaire entre l'aventure commerciale et la course en mer et que cette entreprise, la guerre royale, s'organise sous forme de société d'aventure par actions, sur un mode spéculatif, les Grands engagés dans l'affaire espérant en tirer des bénéfices proportionnés à la mise²⁷.

Cependant, et c'est en quoi il ne s'agit pas d'une guerre féodale, c'est la couronne, le *Privy Council*²⁸, qui décide de ces guerres, et qui subventionne et approvisionne en partie ces levées. Au niveau du *commandement*, c'est la couronne également qui réaffirme ses prérogatives. Le commandement des corps locaux de milices était depuis le début du XVI^e siècle confié à des Lords Lieutenants nommés par la couronne, et qui appartenaient de fait à la haute noblesse des pairs. Avec Elisabeth, ces fonctions sont généralement attribuées à des notables locaux, nobles sans doute, mais issus plutôt de cette « noblesse de deuxième rang » que représentent les 1 700 familles de la gentry et les chevaliers et les squires. Ce sont au contraire les *peers* qui demeurent les grands chefs d'expéditions et des expéditions qu'ils paient sur leur cassette, étant, avec le titre de lieutenant général, commandants royaux des troupes qu'ils paient. Les postes de Lord Lieutenant fournissent aux nobles un moyen efficace de contrôle politique et militaire sur le stock d'hommes des milices locales, mais en même temps, limitent leur autonomie en ce qui concerne la manipulation des « montres »²⁹ et le détournement de la taxe de guerre. La puissance militaire féodale des nobles, qu'il s'agisse des pairs ou des squires, s'en trouve érodée, et se transforme de fait en fonction militaire spécialisée, *pour un certain nombre d'entre eux seulement*. Contrairement à ce qui se passait au début du XV^e siècle — période durant laquelle tout noble portait les armes —, sous Elisabeth, il n'y a plus que 50% de nobles expérimentés dans le maniement des armes.

Écartés ainsi d'une certaine manière des structures du pouvoir local, où s'affirme pleinement la petite noblesse — semi-noblesse de la gentry —, les *peers* compensent alors par l'orientation vers l'aventure extérieure et le « pouvoir spéculatif mondial » en train de se déployer. Entreprise guerrière sans doute, mais aussi entreprise commerciale et entreprise de colonisation,

²⁶ Cf. Guickshank, *Elisabeth's Army*, Oxford University Press, 1966: 19 et 20. Ce chiffre n'est après tout pas très éloigné du type d'effectifs que les armées royales mercenaires continentales étaient capables de réunir; environ 10 000 hommes pour l'armée de François Ier à Pavie. (Reinhardt Thom, *Die Schlacht bei Pavie*).

²⁷ L. Stone, *op. cit.*, p. 484.

²⁸ La littérature sur cette institution hautement décisionnelle est très abondante. Voir par exemple : Vincent Ponko, « The Privy Council and the Spirit of Elizabethan Economic Management, 1558-1603 », *The American Philosophical Society*, 1968. Ponko considère le Privy Council comme l'organisme principal de contrôle de l'économie et de la vie sociale. Le Privy Council est bien un organisme centralisateur, qui, outre son interférence dans les aspects économiques, sociaux et culturels, est également chargé des aspects de sécurité et de défense, car c'est lui qui paye et approvisionne les milices.

²⁹ « Montres » : la possibilité de décider de la levée des troupes.

dont l'instrument nécessaire est le développement de la marine, et nécessairement de la marine de guerre.

Seul le maintien de l'ordre interne assuré par les milices a permis qu'une telle ouverture se produise en l'absence de force armée régulière. Cette autogestion militaire de l'ordre quotidien fermé, local, est donc à l'origine de l'ouverture concertée vers l'empire des mers, au profit conjoint du peerage déclinant et de la bourgeoisie montante, formule militaire tout à fait originale, qui « sauve » le peerage, mais en lui donnant des fonctions sociales toute nouvelles.

◆ L'ouverture vers la mer

Quand Elisabeth prend le pouvoir en 1558, la marine anglaise est encore nettement inférieure à celle de l'Espagne, du Portugal et de la Hollande malgré les efforts des premiers Tudors. C'est une période relativement calme au niveau international. Dans un premier temps, Elisabeth développe les échanges avec la Russie (les Russes ont repris en 1558 le port de Narea aux Suédois, sur le golfe de Finlande) et crée une nouvelle compagnie – la Eastland Co en 1577 – (Londres exporte alors en Russie, en échange de céréales, des textiles mais aussi des armes, des munitions, des calles et des mâts de navire). À partir de 1580, les Hollandais reprennent la maîtrise de la route du Nord (dès 1582, 6 navires hollandais contre 9 anglais relâchent à Arkhangelsk)³⁰.

La concurrence française et celle de Hambourg viennent s'y ajouter. C'est un moment tournant : la puissance maritime anglaise s'oriente alors vers le parasitage des flux en provenance de l'empire espagnol d'Amérique. Déjà, John Hawkins, Humphrey Gibert et Raleigh Drake avaient organisé une première tentative pour coloniser l'Amérique dès 1576.

Cessant leur apprentissage comme marchands besogneux et tard venus sur les créneaux laissés par les Néerlandais et la Hanse, les Anglais se lancent par la piraterie à l'assaut du grand empire. On peut dire qu'au cours des années 80, la couronne prépare systématiquement la flotte à l'affrontement avec l'Espagne qui depuis 1583 contrôlait l'archipel des Açores, zone stratégique située au centre géométrique de l'Atlantique.

Alors que les Espagnols avaient poussé la modernisation de l'armement individuel d'infanterie (mousquets) et continuaient à considérer leurs vaisseaux de guerre comme des « garnisons flottantes » fortifiées destinées à donner l'abordage, les Anglais de Henri VIII avaient perfectionné l'artillerie

³⁰ H. Kellenbenz, « La signification économique de la route d'Arkhangelsk (fin XVI-XVIIIe siècles) », *Études d'histoire maritime présentées au XIIIe Congrès international de sciences historiques, Moscou, 16-23/8/70, miméo, p. 41-71.*

de marine et inventèrent le combat à distance, tout en maintenant l'usage de l'arc à l'intérieur. Comme affirmait Sir Raleigh « vingt hommes défendant un navire au canon en valent cent qui se lancent à l'attaque »³¹. Les bases sociales de recrutement pour ce type d'unités combattantes nouvelles que sont les équipages de cette marine de guerre avec artillerie, ce sont généralement les personnes déplacées par l'afflux des campagnes vers les villes, ainsi que les vagabonds. Les Poor Laws de 1572, 1597 et 1601 codifient en effet de façon contraignante le recensement et l'encadrement des vagabonds qui sont obligés de travailler aussi bien dans la marine que dans la colonisation intérieure des Low Countries, puis de l'Irlande et du Nouveau Monde.

L'orientation vers le parasitage des flux en provenance essentiellement de l'empire espagnol, est révélateur d'une rupture au niveau de la perception stratégique de l'espace maritime. En effet, alors que les empires commerciaux portugais et espagnol précisaient leurs visées expansionnistes sur des étendues de terres à conquérir à l'Est et à l'Ouest de certains méridiens bien plus que sur le contrôle des voies de navigation elles-mêmes, comme en témoigne le traité des Tordesillas signé en 1494, Elisabeth porte un intérêt prioritaire au contrôle des immenses étendues océaniques. Les mers deviennent un enjeu stratégique et économique de premier plan et non pas seulement un moyen de conquête de nouveaux espaces terrestres comme c'était resté le cas depuis les premiers empires œcuméniques.

◆ Conclusion

Le système mis en place sous Elisabeth comporte dispersion d'un port d'armes archaïque et self-government local, et définition de la reine à Londres comme archi-pirate.

Nous avons privilégié l'histoire politique et militaire de l'érosion des fonctions militaires de la noblesse anglaise (guerre de 100 ans, guerre des deux Roses) pour montrer que c'est plutôt l'existence d'un système a-centré, spécifiquement anglais, de recrutement, d'incorporation et de commandement militaire qui joue un rôle déterminant dans l'extraction d'un surplus et son accumulation sur une base très large, tandis qu'au sommet, l'absence de structure étatique centrale de coercition permet l'épanouissement de l'aventure marchande en dehors d'un prélèvement stérilisant par la société politique.

L'Angleterre marie en effet l'accumulation locale sans prélèvement central excessif, la gestion urbaine des couches rurales prolétarisées, la colonisation « antique » vers l'Irlande puis l'Amérique, la réorientation de la haute noblesse et de la couronne vers la course et l'aventure commerciale,

³¹ Voir Fuller, *Influence de l'armement sur l'histoire*, Paris, Payot, 1948.

l'invention du navire-batterie contre le navire-garnison, et le choix d'un parasitage violent du monstre impérial espagnol.

La souplesse des Eupatrides athéniens, la rigidité vertueuse des paysans moyens romains et l'anarchie médiévale se combinent avec la fortification économique de l'insularité pour aboutir à ce qu'un système hoplitique de défense locale produise une base de recrutement pour des expéditions offensives à base d'initiatives individuelles. Deux systèmes d'accumulation conditionnés par l'application d'une violence discrète, et qui permettront aux siècles suivants l'épanouissement de l'empire et du machinisme industriel, qui toujours avait été freiné jusque-là.

Quoique forts avertis des grandeurs de l'Empire romain, les britanniques semblent avoir préféré l'histoire militaire d'Athènes contre les Perses et Sparte et avoir « réussi l'expédition de Sicile » ; celle des Romains contre Carthage, en écrasant l'invincible armada, mais n'avoir eu finalement que mépris pour les modèles romains tardifs qui hantent Madrid, Constantinople et Moscou. L'ouverture des communautés rurales sur la ville, de la ville sur la mer, et de la mer sur le monde procède d'une série de déverrouillages sociaux et économiques, processus profondément conditionnés par la relation des forces militaires internes.

☒ Conclusions générales

À partir de l'étude des trois moments historiques choisis ici, on peut dire que tout se passe comme si l'histoire de l'humanité procédait d'une série d'essais avec correction de tir. Cette impression correspond à la réalité de la conscience politique des élites, lorsqu'elles articulent leurs projets autour d'une connaissance historique.

En outre, on peut dresser constat du caractère récurrent de deux grandes modalités de remise en chantier des sociétés :

- la remise en État par le désordre;
- et le changement d'échelle stratégique par l'extension du port d'armes.

◆ La remise en État par le désordre

Le désordre est un phénomène sociologique qui peut avoir des connotations positives lorsqu'il s'articule à la notion de sécurité d'une classe dominante. Dans les trois cas, le désordre, notion généralement employée avec des connotations négatives et assimilée le plus souvent à la destruction de l'ordre, à l'absence de l'ordre, au tumulte, à la désorganisation... apparaît comme un moyen non négligeable pour réordonner les grandes masses et « remettre en État » la société en mutation. Nous avons vu en effet que

la dispersion du port d'armes suscitée ou non par une menace intérieure ou extérieure est un instrument de conscientisation qui provoque aussi bien sur le plan économique que social et politique un déverrouillage dont les élites au pouvoir ne manquent pas de se servir. Nous avons tenté de donner une définition opérationnelle du concept de déverrouillage social par l'extension du port d'armes et de montrer que l'épanouissement de procédés hégémoniques (non violents, consensuels) du pouvoir d'une classe était lié strictement à la concession du port d'armes à des couches larges de la population.

On peut donc dire que le désordre est parfois bien accueilli, voire désiré par les élites au pouvoir, qu'il est leur seule chance de maintenir leur hégémonie dont ils se servent pour continuer ou restaurer leur propre modèle de domination hégémonique.

En ce sens, on peut dire que le désordre crée l'ordre lui-même.

◆ **Le changement d'échelle stratégique par l'extension du port d'armes**

La recomposition du système de classe légitime suscitée par le désordre est accompagnée d'un changement d'échelle stratégique dans la représentation du pouvoir lui-même.

Le type de répartition du port d'armes, ainsi que les opérations militaires que permettent la dispersion ou la réduction du port d'armes en des moments donnés, sont bien des phénomènes sociologiques dans la mesure où tous ceux qui prennent les armes acquièrent une nouvelle écoute. Nous avons vu que la disposition et l'ouverture à la pénétration de nouveaux systèmes de représentation sont plus importantes que les résultats militaires de la dispersion du port d'armes qui, comme on l'a remarqué, n'équivaut pas nécessairement à la création d'une puissance militaire. Chaque Romain, Français, Anglais, apprend par l'accès aux armes à s'informer sur le ou les ennemis, sur leurs ambitions, sur l'état du monde, sur les conditions de leur survie, etc. Les jeux, le cirque, les tournois, le théâtre, etc., les croisades, la course aux Antilles, transmettent des informations sur l'ensemble des enjeux économiques et stratégiques, mais aussi sur la nécessité de mobiliser et de préparer le peuple à accepter une extension de la discipline sociale en cherchant à resserrer la conscience politique populaire autour de certaines élites.

C'est bien dans de tels moments qu'ont surgi les conditions d'un progrès économique et social et les bonds en avant, intitulés « nouveaux modes de production », mais qui sont inséparables d'une redéfinition du politique, d'un nouvel empire sur le monde.